

**Audience publique du 5 décembre 2007**

Recours formé par Monsieur ..., ...  
contre une décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration  
en matière de protection internationale

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 22919 du rôle, déposée le 7 mai 2007 au greffe du tribunal administratif par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... (Iran), de nationalité iranienne, demeurant actuellement à L-..., tendant à la réformation d'une décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 14 février 2007 refusant de faire droit à sa demande d'admission au statut de réfugié prévu par la Convention de Genève de 1951, ainsi que d'une décision confirmative du même ministre rendue sur recours gracieux en date du 12 avril 2007 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 6 juillet 2007 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 6 juillet 2007 par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH au nom de Monsieur ... ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions entreprises ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Ardavan FATHOLAHZADEH et Madame le délégué du Gouvernement Marie-Anne KETTER en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 12 novembre 2007.

---

Le 27 décembre 2005, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration une demande en reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, relative au statut des réfugiés, approuvée par une loi du 20 mai 1953, et du Protocole relatif au statut des réfugiés, fait à New York, le 31 janvier 1967, approuvé par règlement grand-ducal du 6 janvier 1971, l'ensemble de ces dispositions étant ci-après dénommé « *la Convention de Genève* ».

Il fut entendu en date des 24 février, 18 avril et 9 juin 2006 par un agent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration sur les motifs à la base de sa demande d'asile.

Le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, ci-après désigné par « *le ministre* », l'informa par décision du 14 février 2007, notifiée à l'intéressé le 6 mars 2007, que sa demande avait été rejetée comme n'étant pas fondée. Il a retenu plus particulièrement que les dires de Monsieur ... s'analyseraient davantage en l'expression d'un sentiment général d'insécurité qu'en une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève et que son récit serait basé sur des événements qui se seraient déroulés début des années 1990, soit à une époque déjà très éloignée dans le temps. Il a relevé en outre qu'après six mois d'emprisonnement, lors de la confiscation du passeport de Monsieur ..., il n'aurait plus été inquiété tout en estimant que le fait de devoir se présenter deux fois par an à un contrôle ne pourrait pas être assimilé à un acte de persécution. Le ministre a en outre été d'avis qu'il serait peu crédible que le régime du président AHMADINEJAD ressortirait de dossiers datant de près de quinze ans. Dans la mesure où Monsieur ... ne se serait pas présenté à la dernière convocation de contrôle, il serait par ailleurs tout à fait possible que les autorités aient interrogé son frère pour savoir où il était, sans que cette circonstance ne soit pour autant suffisante pour permettre conclure à l'existence d'une crainte justifiée de persécution dans le chef de l'intéressé. Le ministre a finalement retenu que le récit de Monsieur ... ne contiendrait pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire qu'il court encore à l'heure actuelle un risque réel de subir des atteintes graves définies à l'article 37 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, de sorte qu'il ne saurait bénéficier de la protection subsidiaire prévue par cette loi. Il a rejeté la demande d'asile de Monsieur ... pour le surplus comme étant non fondée au sens de l'article 11 de la loi du 3 avril 1996 portant création 1) d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile ; 2) d'un régime de protection temporaire.

Par courrier de son mandataire datant du 4 avril 2007, Monsieur ... a fait introduire un recours gracieux à l'encontre de la décision ministérielle prévisée du 14 février 2007.

Par décision du 12 avril 2007, le ministre confirma sa décision initiale dans son intégralité en relevant le défaut d'éléments pertinents nouveaux présentés à l'appui du recours gracieux.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 7 mai 2007, Monsieur ... a fait introduire un recours contentieux tendant à la réformation des décisions ministérielles prévisées des 14 février et 12 avril 2007.

Etant donné que l'article 12 de la loi modifiée du 3 avril 1996 portant création 1. d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile, 2. d'un régime de protection temporaire, prévoit un recours en réformation en matière de demandes d'asile déclarées non fondées, le tribunal est compétent pour connaître du recours principal en réformation, lequel est également recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours, il expose que par son activité professionnelle de commerçant, il aurait eu l'occasion de voyager et de donner des informations écrites en Ukraine qui lui auraient été fournies par l'intermédiaire d'un indicateur iranien. Il précise que la motivation principale de cette activité aurait été politique et dirigée contre le pouvoir en place en Iran et que, soupçonné par les autorités iraniennes, il aurait été emprisonné et aurait subi de graves persécutions sous forme de torture durant des interrogatoires et en cours d'emprisonnement dans les services de renseignement pendant six mois. Il fait état en outre de la confiscation de son passeport depuis 1994/1995, ainsi que d'une impossibilité de sortie

d'Iran et d'un régime de surveillance continu. Ces difficultés avec les autorités en place auraient été accentuées en raison de ses origines juives du côté paternel. Dans la mesure où lors de l'arrivée au pouvoir du président AHMADINEJAD, il aurait à nouveau été inquiété par le régime en place et convoqué par les autorités pour le mois de septembre 2005, il aurait décidé de prendre la fuite afin de ne plus subir les mêmes persécutions qu'auparavant. Il souligne dans ce contexte que certains membres du service de renseignement auraient été placés par l'actuel président iranien à des postes très importants dans le but de reprendre des répressions systématiques à l'égard d'anciens prisonniers politiques. Dans la mesure où il serait actuellement encore considéré comme un espion par les autorités iraniennes en place, il serait dès lors exposé à un risque sérieux et avéré de persécutions, ceci d'autant plus que son frère aurait été convoqué par les autorités iraniennes depuis sa propre fuite.

Quant à la situation générale des droits de l'homme en Iran, le demandeur fait valoir qu'elle se serait manifestement détériorée. Il se réfère à cet égard à un rapport du Home Office du 4 mai 2007, ainsi qu'à un rapport d'Amnesty International datant de 2007.

Le représentant étatique soutient que le ministre aurait fait une saine appréciation de la situation du demandeur et que son recours laisserait d'être fondé.

Aux termes de l'article 1<sup>er</sup>, section A, 2. de la Convention de Genève, le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui *« craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion et de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner »*.

La reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur d'asile qui doit établir, concrètement, que sa situation subjective spécifique a été telle qu'elle laissait supposer un danger sérieux pour sa personne.

Dans le cadre de l'évaluation de la situation personnelle du demandeur, l'examen fait par le tribunal ne se limite pas à la pertinence des faits allégués, mais il apprécie également la valeur des éléments de preuve et la crédibilité des déclarations du demandeur. Il appartient au demandeur d'asile d'établir avec la précision requise qu'il remplit les conditions prévues pour obtenir le statut de réfugié.

En l'espèce, l'examen des déclarations faites par le demandeur lors de son audition, ensemble les moyens et arguments apportés au cours de la procédure contentieuse et les pièces produites en cause, amène le tribunal à conclure que le demandeur reste en défaut de faire état et d'établir à suffisance de droit, des raisons personnelles de nature à justifier dans son chef une crainte actuelle justifiée de persécution du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses convictions politiques ainsi que le prévoit l'article 1<sup>er</sup>, section A 2 de la Convention de Genève.

En effet, tel que relevé à juste titre par le ministre l'ensemble du récit du demandeur est basé sur des événements qui se seraient déroulés au début des années 90, de sorte que le tribunal partage les doutes émis par le ministre sur la crédibilité d'une crainte réelle et actuelle de persécution invoquée à l'appui de la demande de Monsieur ..., étant entendu que la seule situation générale en Iran telle que décrite moyennant les différents rapports versés

au dossier est insuffisante pour faire présumer un risque individualisé de persécution dans le chef de l'intéressé en rapport avec des activités remontant aussi loin dans le temps. Ces doutes sont par ailleurs accentués par différentes incohérences au niveau du récit du demandeur en ce que celui-ci, interrogé lors de son audition s'il avait des frères et des sœurs et si oui, où ils vivraient, a répondu qu'il aurait un frère vivant à Téhéran, tandis que son mandataire, dans un courrier datant du 25 février 2007 adressé au ministre, fait pourtant état d'une sœur de son mandant qui aurait actuellement la nationalité britannique et aurait au préalable été reconnue comme réfugié en Angleterre, ce fait se trouvant par ailleurs en contradiction avec l'affirmation du demandeur lors de son audition qu'il n'aurait pas de famille qui aurait déjà demandé asile à Luxembourg ou dans un autre pays.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le demandeur n'a pas fait état de manière suffisamment plausible et crédible d'une crainte de persécutions au sens de la Convention de Genève susceptible de justifier à l'heure actuelle la reconnaissance du statut de réfugié dans son chef.

Partant, le recours en réformation dans la mesure où il est dirigé contre la décision de refus de lui reconnaître le statut de réfugié, est à rejeter comme n'étant pas fondé.

La même conclusion s'impose concernant le volet de la décision litigieuse en rapport avec le bénéfice de la protection subsidiaire, étant donné qu'en l'absence d'éléments suffisants permettant d'établir que Monsieur ... risque de se voir infliger la peine de mort ou de se faire exécuter, qu'il risque de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants ou qu'il serait encore susceptible de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre sa vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international, le ministre a valablement pu retenir qu'il ne court pas un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies à l'article 37 de la loi du 5 mai 2006 précitée.

Le recours est partant encore à rejeter comme étant non fondé pour autant qu'il est dirigé contre le refus d'accorder à Monsieur ... le bénéfice de la protection subsidiaire.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en réformation en la forme ;

au fond, le dit non justifié et en déboute ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 5 décembre 2007 par :

Mme Lenert, vice-président,  
M. Sünner, juge,  
M. Fellens, juge,

en présence de M. Schmit, greffier en chef.

s. Schmit

s. Lenert